



## CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

### ➤ Pour les personnes physiques :

Bénéficiez-vous du statut de jeune agriculteur (JA) (*bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de cet imprimé depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA*) :  oui  non

Ce projet s'inscrit-il dans votre plan de développement du dossier d'installation (DJA):  oui  non

### ➤ Pour les personnes morales :

Nombre d'associés - exploitants : |\_|\_|

Nombre d'exploitations regroupées : |\_|\_|

Associé(s) remplissant la condition d'âge <sup>(1)</sup>	Nom et prénom des associés-exploitants ou dénomination sociale	N°SIRET (ou PACAGE)	JA	Projet inscrit dans votre plan de développement JA
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

<sup>(1)</sup> Avoir au moins 18 ans et moins de 60 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

### ➤ Pour tous demandeurs :

Etes vous adhérent à une Coopérative d'utilisation de matériel en commun (CUMA) :  oui  non

Si oui, préciser le nom et le numéro de la CUMA : \_\_\_\_\_

Nom de l'organisation de producteurs de tabac à laquelle vous appartenez : \_\_\_\_\_

## CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION

**a) Localisation du siège de l'exploitation :**  Identique à la localisation du demandeur

Sinon, veuillez préciser l'adresse du projet : \_\_\_\_\_

Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_|

Commune : \_\_\_\_\_

**b) Zone du siège de votre exploitation :**

Zone défavorisée :  oui  non

Si oui, préciser :  défavorisée simple  montagne  haute montagne

Zone vulnérable :  oui  non

Si oui, préciser la date du zonage :  avant 1<sup>er</sup> janvier 2007  après 1<sup>er</sup> janvier 2007

Si le zonage est intervenu après le 1<sup>er</sup> janvier 2007, précisez la date de l'arrêt fixant le programme d'action : \_\_\_\_\_

**c) Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3).** Veuillez indiquer si votre exploitation

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

*Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels :* \_\_\_\_\_

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau (ex : forage pour les bâtiments d'élevage, prélèvement pour l'irrigation) ;

relève du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de :

*(à préciser si nécessaire) -ex : droit d'eau ou autorisation pour les micro-centrales- ;*

ne relève pas de ces réglementations.

**d) Culture de tabac sur l'exploitation**

<b>Année culturale concernée par les données ci-dessous :</b>		
<b>Surfaces (ha)</b>	Flue cured	_____ ha
	Air cured	_____ ha
<b>Volumes (tonne)</b>	Flue cured	_____ T
	Air cured	_____ T

**e) Autre type de culture sur l'exploitation :**

autres cultures spécialisées (houblon, ...) à préciser : \_\_\_\_\_

Surface : \_\_\_\_\_ ha

grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, betteraves, pomme de terre, cultures textiles et énergétiques,...)

Surface : \_\_\_\_\_ ha

cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges,..)

Surface : \_\_\_\_\_ ha

horticulture

Surface : \_\_\_\_\_ ha

maraîchage

Surface : \_\_\_\_\_ ha

viticulture

Surface : \_\_\_\_\_ ha

## CARACTERISTIQUES DU PROJET

### a) Localisation du projet :

Lieu des travaux / investissements :  Identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse : \_\_\_\_\_

Département |\_\_|\_| Commune |\_\_|\_|\_|\_|\_|\_| lieu dit : \_\_\_\_\_

### b) Description du projet (investissements / travaux) :

Nature et descriptif succinct du projet (intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs) :

---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---

#### Déroulement du projet :

Date de début de projet : \_\_\_/ 20\_\_\_ (mois, année)

Date prévue de fin de projet : \_\_\_/ 20\_\_\_ (mois, année)

### c) Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels de l'exploitation

Si vous avez une comptabilité :

	Valeur de l'année précédente euros	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière) euros
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Excédent brut d'exploitation (EBE)		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

	Valeur de l'année précédente (euros)	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière) euros
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

#### **d) Autres critères d'appréciation du projet pour lequel la demande de subvention est présentée**

##### **Toutes Activités :**

- Nombre d'UTH : avant projet : \_\_\_\_\_ après projet : \_\_\_\_\_

- Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?

oui  non Temps de travail gagné estimé (en heures/jour) : \_\_\_\_\_

- Avez vous souscrit des mesures agro-environnementales (MAE, CTE, CAD) dont le contrat est encore en cours à ce jour ou envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET) mises en place pour la période 2007-2013?

oui  non Si oui précisez l'année et le type de mesure : \_\_\_\_\_

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agro-environnemental ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic énergétique ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

- Votre exploitation est-elle qualifiée au titre de l'agriculture raisonnée ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

- Votre exploitation est elle qualifiée au titre de l'agriculture biologique ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

- La production et les produits issus de l'activité d'élevage aidée sont sous Signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) tels que : label rouge, Appellation d'origine protégée (AOP), Identification géographique protégée (IGP), Spécialité traditionnelle garantie (STG), agriculture biologique) ou sous certification de conformité :

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

- Votre exploitation procède-t-elle à la valorisation de la biomasse en vue de la production d'énergie ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

##### **Activité cultures végétales**

- Votre projet d'investissement induit-il une modification de votre système d'exploitation ?

oui  non Si oui précisez : \_\_\_\_\_

- Votre exploitation est elle engagée dans une démarche de type ferti-mieux ?

oui  non

- Votre exploitation est elle engagée dans une démarche de type phyto-mieux ?

oui  non



## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

### **Je demande (nous demandons) à bénéficiaire de l'aide aux investissements pour les exploitations tabacoles.**

#### **Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant d'avoir déposé une demande de subvention auprès de l'un des financeurs du dispositif,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement,
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales (y compris redevance émise par l'Agence de l'eau),
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- respecter les conditions d'âge au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans **et ne pas avoir fait valoir ses droits à la retraite**),
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet ,

#### **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- à informer le **guichet unique** de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- à informer le **guichet unique** de l'achèvement de mes travaux qui doit intervenir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la date d'engagement juridique. La demande de paiement et l'ensemble des factures acquittées doivent être envoyées au guichet unique au plus tard dans les trois mois suivant l'achèvement complet de l'opération.
- à apposer au siège de l'exploitation, lorsque le montant total éligible de l'investissement concerné dépasse 50 000 €, au plus tard à la réception des investissements une plaque d'information et de publicité relative à l'aide du FEADER décrivant le projet, et, lorsque le coût total éligible dépasse 500.000 €, installer un panneau sur le site. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque,
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement mon (notre) activité végétale ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention,
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ; S'agissant de matériel, les équipements peuvent toutefois être renouvelés sans aide publique dès lors qu'ils répondent aux mêmes objectifs que ceux initialement financés,
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, attachées à l'investissement objet de l'aide, durant une période de 5 ans à compter de la date de l'engagement juridique de l'aide,
- à ne pas solliciter de prêt bonifié pour ce même projet (y compris les Moyens Termes Spéciaux -MTS- CUMA). Toutefois, il est admis le cumul avec des prêts à moyen terme spéciaux attribués au titre de la mesure « Installation des jeunes agriculteurs » (MTS-JA) dans les limites du taux maximum d'aide publique.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°259/2008 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>(1)</sup>	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avis technique de l'ANITTA	Tous	<input type="checkbox"/>		
K-bis ou exemplaire des statuts <sup>(1)</sup>	Pour les formes sociétaires ou association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	si vous n'avez pas de N° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et engager la structure	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En cas d'acquisition immobilière : un titre de propriété	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation de dépôt de la demande de permis de construire ou arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Plan avant travaux et après travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

<sup>(1)</sup> Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

- Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

- Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature(s) du demandeur :

*(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)*

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au **guichet unique** du département du siège de votre exploitation.